

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 29 octobre au 04 novembre 2016

Rappel, la semaine dernière : Fédération nationale des chasseurs ; Livre « Un président... » ; Situation de la police Calais ; CETA ...

Livre « Un président ne devrait pas dire ça » : en baisse

Elections présidentielles 2017 : modéré

Si le volume de courriers concernant le livre « *Un président ne devrait pas dire ça* » poursuit la baisse entamée la semaine dernière, il est **supplanté par un nombre croissant d'intervenants se prononçant sur la perspective des élections présidentielles**.

Les deux thèmes sont étroitement liés puisque parmi la douzaine de lecteurs ayant réagi cette semaine, la moitié émanent de sympathisants critiquant l'exercice, estimant que celui-ci « *saborde toute chance* » du Président en vue de la prochaine élection : « *il a ouvert la porte aux critiques et son imprudence va durablement nous pénaliser* ». A l'inverse, les soutiens approuvent un « *exercice de transparence tout à fait honorable* » qui montre « *un Président très humain* », et dénoncent la publication dans la presse de « *morceaux choisis et à charge* ».

Plus spécifiquement sur l'élection présidentielle à venir, une trentaine de personnes se sont exprimées au cours de la semaine. La majorité de ces correspondants, estimant que le bilan est « *bien meilleur que ce que l'on nous présente* », dénoncent des critiques « *trop peu objectives* » : « *vos contempteurs qui n'ont comme arguments, que le vinaigre dans lequel ils trempent leur plume [...], quand ce n'est pas le poignard qu'ils ont entre les dents* ». Un quart fustige « *des promesses non tenues* » notamment en ce qui concerne la « *lutte contre le chômage des jeunes* » et « *la mise au pas de la finance* ». « *Vous nous avez déçu pendant 5 ans, pourquoi s'en infliger 5 de plus ?* »

Calais / Crise migratoire : modéré, en hausse

Une trentaine de personnes ont interpellé le Président sur la question de l'accueil des migrants.

Les ⅔ des courriers traduisent un fort sentiment d'injustice quant aux moyens mis en œuvre pour accueillir ces populations : « *étrangers, venez ! Vous serez nourris, soignés et logés. Français, démerdez-vous !* ». Les allocations journalières accordées aux migrants sont jugées « *déplacées* » au regard de la situation économique de nombreux ménages français : « *les chômeurs et les travailleurs précaires vous remercient* ».

Le risque sécuritaire/identitaire est un argument également utilisé, mais plus faiblement. Le plus souvent lié à des considérations sur les origines religieuses des réfugiés : « *jeunes, musulmans et masculins, il s'agit d'une invasion organisée pour nous nuire* ».

Les défenseurs des droits des migrants, pour leur part, s'inquiètent particulièrement de la situation des mineurs isolés à Calais : « *ces mineurs doivent recevoir la sécurité et la protection dont ils ont besoin en tant qu'enfants* ». La situation à Paris près des métros Jaurès et Stalingrad est décrite par deux citoyens, outrés par le manque de moyens alloués par la Ville de Paris et par le Gouvernement : « *je suis une riveraine, l'urine s'écoule sur le sol, ils sont amassés dans des tentes, les associations agissent mais pas vous* ».

Situation de la police : faible, en baisse

Parmi les correspondances reçues, **la grande majorité est toujours constituée de soutiens aux forces de l'ordre**, « *ces hommes et femmes qui nous protègent* ».

Ces intervenants s'inquiètent de « *l'épuisement* », des « *risques croissants* » et demandent au Président d'y remédier en suggérant plusieurs mesures : « *il faut les soulager en formant des agents du privé* », « *laissez-les utiliser leur arme dès qu'ils le jugent nécessaire* ».

Quatre personnes font directement allusion aux récentes manifestations. Si une ne comprend pas « *ce manque de professionnalisme* », les trois autres approuvent la mobilisation.

CETA : faible, en baisse

Moitié moins nombreux que la semaine dernière, ces correspondants continuent à exprimer leur opposition à la ratification du traité de libre-échange entre l'UE et le Canada. Peu détaillés, les principaux griefs retenus sont le « *manque de transparence* » des négociations et « *les tribunaux d'arbitrage qui permettront aux multinationales d'attaquer des décisions étatiques* ». Cette dernière disposition est perçue comme « *la négation absolue de la démocratie* ».

Un sympathisant demande quant à lui d'infirmer la rumeur selon laquelle des députés socialistes « *auraient été démissionnés de leur commission parlementaire peu avant le vote* », car dans le cas contraire « *on ne [le] verrait plus déposer un bulletin PS dans les urnes* ».

Discours Hommage national aux nomades internés : 3

*

Rencontre avec le président de la fédération nationale des chasseurs : en forte baisse

Avec près de 30 nouveaux messages reçus, la mobilisation s'essouffle.

Dans des termes identiques à ceux de la semaine dernière, ces défenseurs de la nature soulignent la « *discrétion* » ayant entouré l'entretien avec Willy Schraen et reproche au Président de ne pas rencontrer de représentants d'associations œuvrant pour la protection animale : « *cela me semble fort peu équitable* ».

Si l'ensemble des opinions concernant la chasse, les demandes varient de la « *pure et simple interdiction* » à une restriction des périodes de chasse en particulier les week-ends pour des raisons sécuritaires : « *je demande pour la sécurité des familles que la chasse soit interdite au moins le dimanche* ». Arguant que la chasse constitue une « *pratique d'un autre âge* », ils contredisent les arguments généralement avancés par les chasseurs concernant la régulation des espèces : « *Ces chasseurs ne régulent rien du tout, ils ne font que chasser des animaux élevés pour le plaisir de les tuer* ». Enfin, près des $\frac{2}{3}$ annoncent conditionner leurs prochains votes aux orientations et propositions qui seront faites par les candidats en faveur de la protection animale et environnementale : « *Je donnerai désormais ma voix aux présidentielles comme aux législatives à celui ou celle qui s'engagera dans la défense de ces deux causes* ».